

Le sénateur McCUTCHEON: C'est un bon chiffre à créer de toute pièce. Ils ne savent pas ce qu'ils vont entreprendre. Vous en demandez trop.

M. HENDERSON: J'estime que les personnes qui doivent approuver ce chiffre ont droit à un maximum de renseignements justificatifs. Je n'exigerais pas des détails trop abondants, mais au moins de savoir de quel aménagement il s'agit et où il se fera. Dans le cas de la Défense nationale, je crois qu'il s'agit du programme de l'hydroglisseur.

Le sénateur BROOKS: Je pense qu'ils donnent ces renseignements quand ils paraissent devant le Comité des comptes publics. Quelqu'un leur pose la question et ils donnent alors les renseignements voulus.

M. HENDERSON: Quand les crédits sont présentés au Comité des comptes publics, l'argent a été dépensé plusieurs années auparavant.

Le sénateur CROLL: Vous répondez à la question du sénateur Brooks que l'argent est dépensé lorsque le Comité des comptes publics étudie ces crédits?

Le sénateur McCUTCHEON: A été dépensé.

Le sénateur CROLL: A été dépensé. Comment l'explication peut-elle prévenir cette dépense?

M. HENDERSON: Si l'argent a été dépensé, il n'y a rien à faire. Je fais une post-vérification. Je ne me soucie pas d'approuver les prévisions budgétaires. Je m'intéresse à la forme et au contenu du budget des dépenses, comme je dois le faire, parce que cela constitue la base des états financiers, en dernière analyse, et c'est ce que je dois vérifier.

Le sénateur BROOKS: C'est au niveau du Conseil du Trésor que les crédits sont coupés et non au Parlement, n'est-ce pas?

M. HENDERSON: En effet.

Le sénateur BROOKS: J'espérais obtenir la construction d'un hôpital à Terre-Neuve à un certain moment. Les autorités voulaient en restreindre le coût; ce fut fait au Comité des comptes publics, mais sous la direction du Conseil du Trésor.

M. HENDERSON: C'est exact. Vous devez songer que le Conseil du Trésor accomplit un travail énorme. Ses membres interrogent les sous-ministres, au cours d'entretiens confidentiels, évidemment, et en bons administrateurs, ils s'efforcent de réduire les dépenses; ils vérifient toutes les dépenses avant de les présenter au public.

Le PRÉSIDENT: Sénateur Aird.

Le sénateur AIRD: Monsieur le président, j'aimerais signaler qu'au cours de la dernière réunion, c'est moi qui ai interrogé le D^r Davidson et je peux dire que je connais cette question des neuf millions de dollars dont on a parlé.

Le PRÉSIDENT: Sénateur Grosart?

Le sénateur GROSART: Monsieur Henderson, vous avez parlé de la procédure anglaise et je déduis de vos remarques que, selon cette procédure, le Parlement dispose d'un temps limité pour approuver les prévisions budgétaires. S'agit-il d'une mesure statutaire?

M. HENDERSON: Sénateur Grosart, je ne peux vous donner de détails à ce sujet, malheureusement. Je crois comprendre qu'il s'agit d'un règlement de la Chambre, semblable à ceux que nous possédons ici; ils ont constaté que le fait d'enlever l'étude des crédits à la Chambre pour en charger un comité et de présenter ensuite un rapport leur permettait d'épargner du temps à la Chambre. Par conséquent, ils ont établi un programme afin d'assurer la bonne marche des affaires. Je pense que c'est un de leurs règlements, tout comme l'été dernier, notre Chambre a approuvé un nouvel ensemble de règles à l'égard des comités.